

## [24] SOUVERAINETÉ

# Le Bloc résiste

Chef du parti sécessionniste du Québec, Gilles Duceppe suscite une vive polémique depuis qu'il a appelé ses partisans à entrer en résistance contre le gouvernement fédéral du Canada.

Par Geoffrey Dirat

« Les fédéralistes n'ont strictement rien à offrir aux Québécois, et les Québécois ne se reconnaissent pas en eux. Pour le moment, nous sommes des résistants. ». En lâchant ces quelques mots en fin de semaine dernière, devant 300 militants du Bloc québécois, Gilles Duceppe ne se doutait pas qu'il allait mettre le feu aux poudres. Pendant 35 minutes, le chef du parti sécessionniste de la Belle Province avait pourtant vilipendé le gouvernement fédéral canadien avant de parvenir à cette conclusion. Mais ses détracteurs n'ont retenu que ces deux phrases.

**PARALLÈLE.** À l'unisson, le parti conservateur – majoritaire à la chambre des communes du Canada, le parlement fédéral – le parti libéral et le Nouveau parti démocratique se sont offusqués de ces paroles. Tour à tour, ils ont accusé le chef souverainiste d'associer les fédéralistes canadiens aux nazis et les militants bloquistes aux résistants français de la Seconde guerre. Premier à dégainer, le ministre des Affaires étrangères. « Le gouvernement canadien n'est pas un gouvernement d'occupation. Le gouvernement canadien n'est pas un régime fasciste. Le gouvernement canadien n'a pas opprimé les Québécois politiquement », a martelé le conservateur Lawrence Cannon, jugeant « outrageux et désespérés » les propos de Gilles Duceppe.

« Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsqu'on parle de la résistance? », a de son côté lancé Christian Paradis, le ministre des Ressources naturelles, et accessoirement porte-flingue québécois du premier ministre Stephen Harper. « Lorsqu'on dit des choses graves comme celle-là, il faut présenter des excuses », a-t-il ajouté à l'adresse du chef bloquiste. Une demande également formulée

**« Le Canada ne répondra jamais aux aspirations de notre peuple. »**

**Gilles Duceppe, le chef du Bloc québécois.**

par l'un des éditorialistes du quotidien La Presse, qui implore les « souverainistes enragés » de s'excuser « pour avoir ainsi utilisé malicieusement un épisode difficile de l'histoire de nos cousins français. »

**LIBRE.** Des excuses, Gilles Duceppe n'en formule aucune. Au contraire, il en demande même à Lawrence Cannon pour l'avoir accusé d'établir volontairement un parallèle entre le mouvement souverainiste québécois et la résistance française. Ce procédé est « ignoble et ridicule », affirme le premier député souverainiste élu à Ottawa en 1990, qui prétend s'être inspiré d'un texte de Pierre Va-

deboncoeur, un syndicaliste et penseur montréalais décédé en février dernier. Dans l'adversité, il se permet de renfoncer le clou.

**SANS ISSUE.** Selon Gilles Duceppe, la souveraineté du Québec ne sera possible qu'avec le travail des résistants, comme ce fut le cas pour la France libérée en 1944. Il reste en effet persuadé que le Canada ne répondra jamais aux aspirations de son peuple. « Pour la nation québécoise, le Canada est une voie sans issue, un cul-de-sac identitaire, économique et politique, argumente-t-il. Aucun fédéraliste ne pourra jamais garantir aux Québécois un pays francophone, où la culture québécoise sera reconnue et célébrée et où la citoyenneté correspondra à nos valeurs et à nos intérêts. »

**ANNIVERSAIRES.** Pour les observateurs du landerneau politique canadien, cette tempête dans un verre d'eau n'est pas fortuite. Elle survient l'année où le Bloc québécois et son pendant provincial, le Parti québécois, fêtent plusieurs anniversaires: le 30<sup>e</sup> du premier référendum sur l'indépendance du Québec, le 15<sup>e</sup> du second, le 20<sup>e</sup> de l'échec de l'accord du lac Meech (voir ci-contre) ainsi que les 20 ans de la création du Bloc. Une bonne occasion pour les sécessionnistes de mettre la souveraineté à l'ordre du jour de 2010. ←

## Majoritaire depuis 20 ans

Le Bloc québécois est né dans la foulée de l'échec de l'accord dit du lac Meech. Négocié en 1987, ce texte visait à modifier la constitution canadienne afin qu'elle reconnaisse le Québec comme société distincte et lui accorde un droit de véto. Il ne rentrera jamais en vigueur, laissant les Québécois dans l'amertume. Depuis, ils n'ont jamais cessé de donner leurs voix aux sécessionnistes. Lors des dernières élections fédérales canadiennes, en 2008, les candidats « bloquistes » ont recueilli 38,1 % des suffrages québécois, obtenant 50 des 75 sièges en jeu, les partis libéral et conservateur se partageant les miettes. GD